

La traduction dans *La Minerve* (1826-1828) : un outil entre les mains d'acteurs politiques¹

Aura E. Navarro

Université Concordia, Canada

Translation in *La Minerve*: A tool in the hands of political actors – *Abstract*

Translation and the early press have a very close relationship. This article discusses the translation activity in the French-Canadian press of the early 19th century. To do this, we focus particularly on *La Minerve* (LM), one of the first newspapers published in Montreal (1826-1899). In order to explain the link between translation and the political-cultural project of LM, that is, how translation allows LM's editorial team to defend the language, values and interests of the French-Canadian people, we rely on the theoretical framework of "Descriptive and Intercultural Studies of Translation". The study of early 19th century press from a Translation Studies perspective is an important tool for understanding the political and social dynamics that characterized this important historical moment. Studying translation in this context highlights the "relationship of political inequality" (Simon, 1989) between English and French Canada. Moreover, it shows the relationship between newspapers, which establish a form of network seeking either to legitimize their own point of view or to delegitimize the opponent's. The press, a forum for political debate par excellence, becomes in a way an extension of the political life of the country. In a nutshell, translation is used by LM editors as a tool to engage in the political dialogue taking place in the Canadian context of the early 19th century.

Keywords

Translation, Early Press, Province of Lower Canada, *La Minerve*

¹ Ce travail fait partie de notre projet postdoctoral intitulé « La traduction dans *La Minerve* : défense et illustration des Canadiens francophones », sous la direction de la professeure Sherry Simon de l'Université Concordia. Subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), cette recherche examine les manifestations de la traduction dans la presse canadienne francophone du XIX^e siècle, particulièrement dans *La Minerve*. Nous tenons à remercier Marc Pomerleau pour la relecture attentive de cet article.

1. Introduction

La presse joue un rôle important dans la propagation des idées et dans la diffusion des débats. Bien souvent, elle fait appel à la traduction étant donné que les rédacteurs puisent des nouvelles dans des périodiques étrangers. Il suffit de penser à la presse publiée au XVIII^e siècle en Espagne, en France et en Angleterre, ainsi qu'à la presse hispano-américaine du XIX^e siècle², lesquelles témoignent d'une importante activité traductive.

Dans le contexte canadien du début du XIX^e siècle, la traduction de nouvelles occupe également une place importante dans la presse. À titre d'exemple, citons *La Minerve*³, l'un des premiers périodiques publiés à Montréal (1826-1899). Dès les premiers numéros de ce bihebdomadaire, on trouve des traductions de nouvelles provenant des périodiques états-uniens *Le Courier de Charleston* [Charleston Courier]⁴ (LM, 09/11/1826, p. 2) et *l'Enquirer de Richmond* [Richmond Enquirer] (LM, 20/11/1826, p. 2). Toutefois, du point de vue traductologique, LM n'a pas fait l'objet d'une étude approfondie. En fait, hormis quelques travaux⁵, les historiens de la presse n'abordent que très brièvement la présence de la traduction. Lorsqu'elle est mentionnée, ce n'est que de manière anecdotique. La nature et le rôle de l'activité traductionnelle sont simplement tenus pour acquis.

La traduction dans *La Minerve* est une tâche chronophage pour le rédacteur (15/01/1829, p. 3). Menée par des hommes cultivés et, pour la plupart, politiquement engagés, la traduction s'insère dans le projet politico-culturel soutenu par l'équipe de rédaction, à savoir, la défense des droits des Canadiens français. Dans le but d'explicitier le lien entre la traduction et le projet politico-culturel de LM, soit la façon dont la traduction permet à l'éditeur de LM de défendre la langue, les valeurs et les intérêts du peuple canadien francophone⁶, nous nous appuyons sur le cadre théorique des « études descriptives et interculturelles de la traduction » (EDT) (Bassnett & Lefevere, 1990 ; Hermans, 1985, 1999 ; Toury, 1985, 1995). Dans cette perspective, les traductions sont considérées comme des « faits de culture » et les traducteurs sont des sujets sociohistoriques. En effet, les traductions sont produites dans un contexte socioculturel cible et c'est dans ce contexte qu'il faut les étudier, vu l'influence de ce dernier sur les décisions des traducteurs. Le traducteur, qui détient donc un pouvoir non négligeable, adapte, réinterprète, manipule et réécrit le texte source à l'intention de son lecteur cible. Outre les EDT, nous

² Nos recherches précédentes démontrent que les éditeurs de la presse ancienne hispano-américaine consacrent énormément de temps à la sélection et à la traduction de nouvelles de périodiques étrangers, provenant surtout d'Europe, des Caraïbes et des États-Unis (Bastin & Navarro, 2014 ; Bastin, Navarro & Iturriza, 2010 ; Navarro, 2011, 2013, 2018).

³ Nous avons consulté la version numérisée de *La Minerve* sur le site internet de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), disponible à : www.banq.qc.ca/collections/collection_numerique/journaux-revues/index.html. Ce site renferme un grand nombre de périodiques anciens en version numérique, lesquels peuvent être consultés gratuitement.

⁴ Dans cet article, nous reproduisons les noms de périodiques tels qu'ils sont indiqués ou traduits dans *La Minerve*. Le nom officiel d'un périodique, s'il diffère de celui indiqué dans LM, apparaît entre crochets.

⁵ Quoiqu'il s'agisse de contributions importantes, les travaux suivants se limitent à offrir un panorama de la traduction dans la presse ancienne francophone. Ginette Demers (1993) étudie sommairement la traduction dans les périodiques publiés au Québec entre 1764-1855 (spécifiquement, *La Gazette de Québec*, *Le Canadien* et *La Minerve*). Sophie Morin (2006) aborde comment la traduction dans la *Gazette de Québec* et la *Gazette de Montréal* devient un moyen d'anglicisation du peuple canadien français. Gilles Gallichan (2010) analyse *Le Canadien* et les publications étrangères qui y sont reprises. Jean-Marie Lebel (1982) étudie *La Minerve* et son rédacteur Ludger Duvernay, sans toutefois approfondir sur la traduction.

⁶ La complexité de la question linguistique au Canada et les divers efforts entrepris depuis la cession de Canada à la Grande-Bretagne pour la survivance culturelle linguistique des Canadiens français est documentée et abordée en détail dans l'ouvrage « Le choc des langues » (Bouthillier & Meynaud, 1972).

prenons en considération le « modèle socioculturel » (Lépinette, 2003), qui s'avère un outil très utile pour l'étude de la traduction dans la presse ancienne⁷, puisqu'il tient compte du contexte socioculturel du phénomène traductionnel dans un sens très large : la production du texte source, le processus traductionnel et la réception de la traduction, en plus du rôle du traducteur et des autres agents qui y participent. L'étude de ce processus, appelé « processus historique d'adaptation culturelle » (Lépinette, 2003), permet d'observer la façon dont le traducteur se sert du texte source (ou d'une partie de celui-ci) et produit dans la langue cible un « instrument » permettant une nouvelle interaction entre le texte source et le lecteur cible. Dans cette perspective, le traducteur est un agent sociohistorique qui joue un rôle important dans la vie politique et littéraire d'une société. Pour reprendre les termes de Samuel López Alcalá, « [l]e traducteur constitue l'une des pièces du tableau présentant le projet historique qui règne dans la société qui l'entoure » (2001, p. 17, notre trad.). Ce projet, qui peut être de nature politique, économique ou culturelle (Bastin, Echeverri & Campo, 2004), subordonne et influence le travail du traducteur (les textes à traduire, les stratégies à employer, etc.). En conséquence, la traduction est orientée par le projet dont elle fait partie (Simon, 1989). Dans le cas de LM, l'éditeur Ludger Duvernay voit la traduction comme une tâche très lourde mais nécessaire lui permettant « d'habiller les nouvelles du langage du peuple », à savoir, le peuple canadien francophone (LM, 17/11/1828, p. 3).

Le contexte auquel nous nous attardons est celui du début du XIX^e siècle au Bas-Canada⁸, une période caractérisée par de constantes querelles entre francophones et anglophones (Couvrette, 2007 ; Godin, 1981). La Chambre d'assemblée du Bas-Canada, majoritairement francophone, n'est qu'une « caricature » de la démocratie (Godin, 1981). En réalité, c'est le Conseil exécutif, composé du gouverneur (Sir George Ramsay, 9^e comte de Dalhousie, mieux connu comme Lord Dalhousie) et de conseillers anglophones, qui forme le véritable gouvernement de la colonie. Cette période est donc marquée par un « long combat pour une démocratie parlementaire » mené par les députés francophones (Gallichan, 2012, p. 96), qui dénoncent, entre autres, le régime seigneurial (Godin, 1981) et qui réclament un plus grand contrôle des dépenses publiques (Gallichan, 2012). LM se porte ouvertement à la défense des Canadiens français. Les traductions commentées plus loin dans cet article illustrent très bien de quelle façon LM soutient la bataille des députés francophones de l'Assemblée en ce qui concerne, par exemple, le droit d'exercer un véritable contrôle sur les dépenses publiques. Duvernay, pour sa part, affirme avec beaucoup de fierté soutenir « la cause du Pays » et éclairer l'esprit du lecteur par le biais de son périodique (LM, 17/11/1828, p. 3). Il convient dès lors de considérer cette traduction comme une « traduction activiste » (Simon, 2014) dans la mesure où elle est façonnée et motivée par un but explicite et sert un agenda préalablement établi.

⁷ Par « presse ancienne » nous entendons la presse historique, c'est-à-dire la presse écrite publiée entre la deuxième moitié du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle (sur le continent américain dans le cadre de la présente étude). Voir Cyrille Felteau (1983) pour un panorama historique des débuts de la presse au Canada.

⁸ Lorsqu'on fait référence au territoire canadien de l'époque, il s'agit du territoire cédé par la France à la Couronne britannique (1763). Avec l'Acte constitutionnel (1791), le parlement britannique divise le Canada en deux provinces : le Bas-Canada (principalement francophone ; sud du Québec actuel) et le Haut-Canada (principalement anglophone ; sud de l'Ontario actuel). En réponse aux rébellions patriotes de 1837-1838 au Bas-Canada, et suite aux recommandations du rapport Durham (1839) en faveur de l'assimilation des Canadiens francophones à la langue anglaise, la Grande-Bretagne réunit les colonies du Haut-Canada et du Bas-Canada en une seule colonie, la Province du Canada, avec l'Acte d'Union (1841) (sur ce sujet, voir Monet, 2006 ; Stockford Careless, 2006 et Ouellet, 2006).

On retrouve dans LM une remise en question de l'identité des Canadiens⁹ et de leur situation coloniale. Quoique la fidélité envers la mère patrie (l'Angleterre) ne soit pas encore mise en cause (du moins, pas encore !), tel que constaté dans LM (23/04/1827, pp. 3-4), les Canadiens français veulent jouir « du titre et des droits de sujets britanniques », comme les Anglais de la colonie (LM, 04/06/1827, p. 3). Dans un article intitulé « Qu'est-ce que les Canadiens ? », l'éditeur de LM propose deux arguments pour répondre à cette question. D'abord, généalogiquement, « ce sont ceux dont les ancêtres habitoient le pays avant 1759 »¹⁰ (LM, 23/04/1827, p. 4). Ensuite, politiquement, ce sont « tous ceux qui font cause commune avec les habitants du pays [...] » (LM, 23/04/1827, p. 4). Le rédacteur revendique le « droit naturel de défense » des Canadiens français, un peuple qui habite « la terre de ses pères » (LM, 09/11/1826, p. 3).

Bref, au début du XIX^e siècle, le Bas-Canada vit l'une des plus grandes crises politiques de son histoire coloniale (Gallichan, 2012). La lutte sur la question des finances menée par les députés francophones de l'Assemblée du Bas-Canada s'ouvre « sur une remise en question plus globale des structures administratives et sur le besoin de changement politique » (p. 100). Dans ce contexte de crise politique, *La Minerve* se porte clairement à la défense des Canadiens français. Dans le prospectus, l'éditeur affirme vouloir « soutenir les intérêts des Canadiens » et exprime son désir de leur apprendre « à résister à toute usurpation de leurs droits », ce qui ne l'empêche pas de vouloir leur faire « apprécier et chérir les bienfaits et le gouvernement de la mère patrie [l'Angleterre] » (LM, 09/11/1826, p. 1). La vocation politique du journal est ainsi très palpable dès sa création.

Dans cet article, nous nous concentrons sur l'activité traductive qui a eu lieu aux débuts du journal en tant qu'organe des Patriotes¹¹, entre 1826 et 1828. Pour mener l'analyse des textes cibles et de leurs textes sources, nous faisons appel aux fonctions stratégiques¹² telles que proposées par Paul Chilton et Christina Schäffner (2011), notamment en ce qui a trait à la légitimation et à la délégitimation (lorsque le but est de présenter des argumentations pour légitimer ou délégitimer les idées ou les actions de l'adversaire politique), ainsi que la mal-représentation (lorsque l'objectif est de faire mal paraître l'adversaire).

Sur le plan méthodologique, nous avons d'abord dépouillé tous les exemplaires publiés entre novembre 1826 et décembre 1828, soit 202 numéros, où l'on a repéré 1061 traductions. Il s'agit d'une étape complexe, car la traduction dans la presse ancienne peut apparaître sous plusieurs formes. Certes, on y retrouve des traductions intégrales et littérales, mais d'autres modalités y voient également le jour : des traductions partielles, ainsi que des textes hybrides qui combinent la traduction *stricto sensu* de certains passages, le discours indirect, le résumé et les commentaires. Il est donc indispensable d'adopter une perspective plus large de la traduction en tant que concept et objet d'étude (Tymoczko, 2007). En outre, il faut mentionner que généralement les textes traduits diffèrent des autres articles publiés dans LM par l'utilisation

⁹ À l'époque, l'appellation « Canadiens » fait référence aux Canadiens d'origine française, par opposition aux Canadiens d'origine britanniques, aussi connus comme les Anglais de la colonie (sur ce sujet, voir Cambron, 2000 et Lamonde, 2000, p. 117).

¹⁰ Nous respectons l'orthographe originale dans toutes les citations provenant des périodiques anciens.

¹¹ Le nom « Patriotes » désigne le « mouvement populaire qui aboutit aux Rébellions de 1837 et de 1838 » (Roy, 2006). Le mouvement, principalement francophone, est composé par des membres des professions libérales, des commerçants, des agriculteurs, des artisans et des journaliers, qui réclament des réformes politiques en faveur des Canadiens francophones (Roy, 2006).

¹² Les fonctions stratégiques proposées par Chilton et Schäffner (2011) sont : *Coercion-Resistance* ; *Legitimization-Delegitimization* ; *Representation-Misrepresentation*. Dans un article à venir, Chantal Gagnon et Marc Pomerleau les ont traduits par : coercion et résistance ; légitimation et délégitimation ; représentation et mal-représentation, que nous employons dans ce travail. Pour plus de renseignements sur les fonctions stratégiques, voir Pomerleau (2017) et Baumgarten et Gagnon (2016, pp. 11-16).

des caractères orthotypographiques (guillemets, majuscules et parenthèses) ou grâce à une mention explicite dans le titre, le sous-titre ou dans une note de bas de page. Toutefois, ces mécanismes ne sont pas employés systématiquement, rendant la tâche d'identification des traductions ardue.

2. *La Minerve* et le XIX^e siècle canadien

En 1826, un jeune étudiant en droit et partisan du Parti patriote nommé Augustin-Norbert Morin lance *LM*. Publié deux fois par semaine (lundi et jeudi soir), ce périodique de quatre pages suit de près la politique du pays (notamment les débats de la Chambre d'assemblée). D'autres sujets y sont abordés, tels que l'histoire du pays, l'agriculture, la littérature et la politique étrangère. La publication de *LM* sous la direction de Morin cesse quelques semaines plus tard, faute d'abonnés (Lebel, 2003). Le jeune éditeur Ludger Duvernay décide alors d'acheter le périodique et reprend sa publication en février 1827. Dans le premier numéro de 1827, Duvernay affirme que le but du périodique est « [...] de répandre l'éducation, surtout dans la classe Agricole, et de défendre les JUSTES DROITS DES CANADIENS selon nos faibles lumières [...] » (*LM*, 12/02/1827, p. 3, en majuscules dans l'original).

Bien que les périodiques publiés au début du XIX^e siècle au Canada soient réservés à une minorité instruite, leur impact n'est pas pour autant restreint. Au contraire, les exemplaires circulent dans les communautés et les cercles d'amis, tant à la ville qu'à la campagne (Felteau, 1983, pp. 18-19). D'ailleurs, puisque peu de livres se publient à l'époque, la presse est toujours plus accessible et reste le moyen de communication imprimé privilégié (Felteau, 1983). *LM*, pour sa part, bénéficie d'une circulation importante. Lorsque Duvernay rachète le périodique à Auguste-Norbert Morin, le nombre d'abonnés n'est que de 240¹³. Cependant, ce nombre augmente considérablement et, en 1832, l'éditeur affirme compter environ 1300 abonnés (*LM*, 16/08/1832, p. 2), tirage très respectable à l'époque (Lebel, 2003).

L'importance de *LM* réside, entre autres, dans le fait qu'elle témoigne du paysage politique canadien du XIX^e siècle. En effet, dès sa fondation en 1826, *LM* se situe « au cœur des mouvements politiques puis révolutionnaires qui agitent la province » (Pinson, 2016, p. 79). Tel que le montre la Figure 1, ce périodique est né à l'époque coloniale dans le territoire du Bas-Canada. Par la suite, le périodique appuie les rébellions patriotes (1837). Interdit en 1837, il est publié à nouveau à partir de 1842 dans un contexte différent, celui du Canada-Uni, et devient l'organe officiel du Parti réformiste de Louis-Hippolyte La Fontaine (1807-1864). À partir de 1854, de tendance conservatrice, *LM* soutient le projet de Confédération dirigé par John A. Macdonald (1815-1891). Le dernier numéro du périodique est publié en 1899.

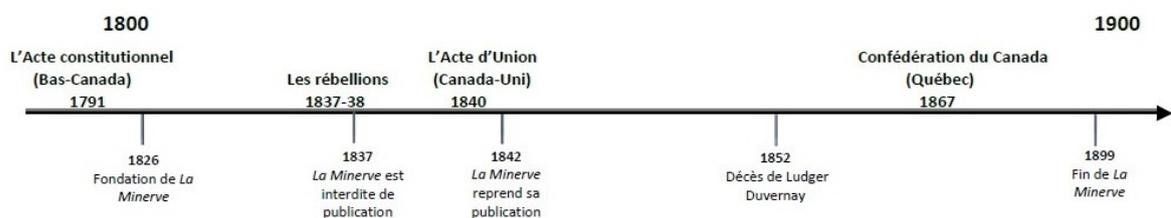


Figure 1. Chronologie de *La Minerve* – XIX^e siècle canadien

¹³ À titre d'exemple, le périodique *Halifax Gazette*, publié en 1752, comptait au départ 72 abonnés et *La Gazette de Québec*, publiée en 1764, comptait 143 abonnés (Kesterton, 1967, p. 8).

3. Qui sont les hommes de métier de *La Minerve* ?

Au XIX^e siècle, en Europe et dans quelques villes états-uniennes (telles que Boston, Philadelphie et New York), le marché journalistique est beaucoup plus développé que celui du Canada (Lebel, 1982). Tandis que les imprimeries européennes et états-uniennes comptaient souvent une centaine d'employés, un atelier de presse au Canada avait « encore souvent la forme de simple boutique d'artisan où le maître-imprimeur n'était entouré que de quelques ouvriers » (p. 78). Dans un article publié dans LM, Duvernay affirme que son journal n'a pas les moyens de payer davantage d'employés pour l'aider à « surveiller la partie typographique » :

Une autre difficulté occasionnée par les moyens peu étendus de nos établissements, est la nécessité où sont les Editeurs [sic] de perdre une partie de leur tems [sic] à surveiller la partie typographique et souvent à la correction des épreuves ; chose qu'un commis, un prole [sic], un traducteur, pourraient fort bien faire si les moyens du journal le permettaient. (LM, 17/11/1828, p. 3)

L'historien Jean Marie Lebel (1982) a fait un recensement des employés de l'atelier de LM. On y retrouve notamment le pressier, responsable de l'impression ; le compositeur, l'homme de métier le plus respecté et le mieux rémunéré ; les apprentis, à qui Duvernay exige de savoir « lire et écrire indistinctement l'anglais ou le français » (LM, 19/07/1827, p. 4) ; le prote, qui corrige les épreuves ; les agents, responsables de collecter l'argent auprès des abonnés ; et l'éditeur. Ce dernier a plusieurs tâches à accomplir, la traduction étant l'une d'elles. L'éditeur doit également réviser l'orthographe des textes avant de les remettre au compositeur. Il consulte les périodiques étrangers et en langue étrangère afin de sélectionner les nouvelles à traduire. Il traduit d'ailleurs les annonces publicitaires, les documents officiels et les avis publics, souvent rédigés en anglais (Lebel, 1982).

En plus, l'éditeur rédige ses propres commentaires et réflexions par rapport à l'actualité. La section intitulée LA MINERVE, située en général à la deuxième ou troisième page du journal, est consacrée à cette fin. Surchargé de travail, l'éditeur se plaint de ne pas avoir assez de temps pour rédiger ses propres réflexions :

Nous ne pouvons trop le répéter [sic] à ceux de nos abonnés que nos travaux n'auraient pas entièrement satisfaits, la publication d'un journal en langue française dans le Bas-Canada est extrêmement difficile et pénible ; l'Éditeur est réduit à traduire laborieusement d'une langue étrangère presque tous les morceaux qui remplissent son papier [...]. Mais à peine avons-nous le temps, après toutes ces traductions de nous livrer à quelques réflexions sur les affaires du Pays. Encore si l'on n'avait à traduire que les nouvelles étrangères ; on pourrait à la rigueur s'en passer. Mais les documens [sic] authentiques et officiels de notre politique coloniale, [...] tout ce qui peut éclairer le peuple sur ses droits, ses devoirs, et ses rapports avec le gouvernement, nous vient d'une langue étrangère ; il faut l'habiller du langage du peuple pour qu'il puisse en profiter. (LM, 17/11/1828, p. 3)

À cette époque, les rédacteurs en général n'ont pas l'habitude de signer leurs articles. L'absence de signature des traductions n'est donc pas étonnante. Cependant, nous déduisons que ce sont les éditeurs qui mènent généralement le travail de traduction, et ce, pour diverses raisons. D'une part, tel qu'observé dans la citation de LM ci-dessus, ils décrivent la traduction comme étant l'une de leurs responsabilités. À titre d'exemple, lors de la publication des « Débats sur le bill pour la qualification des juges de paix » dans la Chambre d'assemblée du Bas-Canada (LM, 15/01/1829, p. 3), l'éditeur de LM décrit la traduction comme une « tâche très-longue [sic] qui exige beaucoup d'assiduité et de travail », mais à laquelle il doit se soumettre « quand il se présente quelque débat qui intéresse [ses] lecteurs » (p. 3).

D'autre part, et bien que ce ne soit pas systématique, l'éditeur de LM « signe » implicitement ses traductions lorsqu'il dit (nous soulignons) :

Nous traduisons ce qui suit du *Canadian Spectator* (LM, 15/02/1827, p. 3).

LA GAZETTE DE QUEBEC du 22 Février, en publiant la lettre des officiers des Douanes **dont nous donnons aujourd'hui la traduction**, contient les remarques suivantes : [...] (LM, 01/03/1827, p. 3).

Nous traduirons pour un autre numéro le commentaire de la harangue publié dans le *CANADIAN SPECTATOR* de samedi, et nous terminerons par le morceau suivant extrait de la gazette de Mr. NEILSON (LM, 12/03/1827, p. 3).

Mais venons à la fin de l'article et **traduisons** ce qui suit : [...] (LM, 09/04/1827, p. 3).

En outre, lorsqu'il ne fait pas lui-même la traduction, l'éditeur de LM le fait savoir à son lecteur. Dans un texte intitulé « LOIS DE MILICE ACTUELLEMENT EN VIGUEUR »¹⁴ (LM, 11/06/1827, pp. 1-2), l'éditeur commente dans une note de fin de texte : « Cette traduction n'est pas de nous ; elle est officielle ». Il s'agit en effet de la traduction d'un document officiel de la Province du Bas-Canada, publié en français et en anglais en 1787.

En raison de la grande quantité de travail de traduction, Duvernay engage à l'occasion un traducteur pour aider l'éditeur (Lebel, 1982). Le traducteur s'occupe non seulement de la traduction, mais également de la révision de l'orthographe et de la ponctuation, ainsi que de la correction des épreuves (Lebel, 1982). Fait plutôt rare, dans LM on trouve quelques mentions explicites de leurs noms : (G. H.) Cherrier [Georges-Hippolyte Cherrier], traducteur et correcteur d'épreuves, qui travaille à LM en 1832 (Lebel, 1982). Un autre traducteur engagé à LM est M. Greece, qui travaille pendant l'été de 1844 (Lebel, 1982), mentionné à la fin d'un article de LM (12/10/1844, p. 2).

4. Les rédacteurs de *La Minerve*

La rédaction des articles de LM est généralement menée par des hommes cultivés (des avocats, des juges, des écrivains, des journalistes et des traducteurs, entre autres). Ils sont également des hommes politiques qui occupent parfois des postes dans la fonction publique. Il est important de souligner qu'à cette époque, le journalisme n'est pas une profession constituée telle qu'elle l'est aujourd'hui. Le journaliste et l'homme politique ne sont pas dissociés. Au contraire, « [ê]tre journaliste, c'est aussi être un homme politique » et vice-versa (Godin, 1981, p. 15). Ces rédacteurs sont en général très engagés politiquement, et cet engagement devient très palpable dans les pages de LM.

NOM	OCCUPATION	POSTES À LA FONCTION PUBLIQUE	FONCTION DANS LA MINERVE
Duvernay, Ludger (1799-1852)	Imprimeur, éditeur, homme politique, fonctionnaire, propriétaire de journal et journaliste	<ul style="list-style-type: none"> • Gérant de la voirie et inspecteur des ponts et chemins de Trois-Rivières • Inspecteur du service des incendies/ Société du feu (1819-1826) • Député de Bellechasse (1830) et de Lachenaie (1837) 	Imprimeur et propriétaire/directeur (1827-1852) Traducteur

¹⁴ Le titre complet de l'ouvrage, tel que cité dans *La Minerve* (11/06/1827, pp. 1-2), est « LOIS DE MILICE ACTUELLEMENT EN VIGUEUR. Ordonnance qui règle plus solidement les milices de cette province, et qui les rend d'une plus grande utilité pour la conservation et sûreté d'icelle (27 Geo. III, c. 2 ; 17 avril 1787) ».

Morin, Auguste-Norbert (1803-1865)	Avocat, éditeur et juge	<ul style="list-style-type: none"> • Député de Bellechasse (1830), de Nicolet (1841) et de Terrebonne (1851) • Juge des districts de Kamouraska, Rimouski et Saint-Thomas (1842) • Commissaire des Terres de la couronne et député de Saguenay (1842) • Président de la Chambre d'assemblée (1847-1848) • Juge de la Cour supérieure (1855) 	<p>Fondateur (1826)</p> <p>Propriétaire (jusqu'au 12/02/1827)</p> <p>Rédacteur (1826-1832)</p>
Cherrier, G.-H. [Georges-Hippolyte] (1813-1903)	Éditeur*, traducteur * <i>L'Étoile du Bas-Canada</i> (1838) ; <i>La Ruche littéraire illustrée</i> (1853)		Traducteur, correcteur (1832)
Gosselin, Léon (1801-1842)	Avocat, journaliste, propriétaire de journal* et fonctionnaire * <i>Le Populaire</i> (1837)	<ul style="list-style-type: none"> • Candidat au poste de traducteur français à l'Assemblée législative (1835) • Shérif dans une cour de district de Montréal (1840) • Registrateur adjoint du district de Montréal (1842) 	Rédacteur (1831-1834)
Leblanc de Marcconnay, Hyacinthe-Poirier (1794-1868)	Écrivain et journaliste		Rédacteur (1834-1836)
Phelan, J.J.T. [James Julien Theodore] (?)	Avocat, écrivain, journaliste, éditeur* * <i>Le Temps</i> (1838)		Rédacteur (1835-37 ; 1842-45)
Gérin-Lajoie, Antoine (1824-1882)	Journaliste*, avocat, écrivain et fonctionnaire * <i>Le Moniteur</i> , avec Raphaël Bellemare	<ul style="list-style-type: none"> • Copiste et trésorier-payeur au Bureau des travaux publics (1849) • Surnuméraire au bureau des traducteurs de l'Assemblée législative (1852). Ensuite, nommé traducteur (1854) • Responsable de la section française de la Bibliothèque du Parlement (1856) 	Rédacteur, correcteur d'épreuves et traducteur (1845-1847)
Bellemare, Raphaël (1821-1906)	Journaliste, fonctionnaire et auteur	<ul style="list-style-type: none"> • Inspecteur du Revenu pour le district de Montréal (1852) • Inspecteur fédéral du Revenu pour tout le Dominion (1867) 	Rédacteur (1847-1855)

Figure 2. Chronologie de *La Minerve* – XIX^e siècle canadien¹⁵

La Figure 2 indique les noms des éditeurs de LM, leur formation intellectuelle, les postes qu'ils occupent dans la fonction publique et leur fonction dans le journal. Nous nous concentrons par la suite sur les deux premiers éditeurs : Auguste-Norbert Morin et Ludger Duvernay. En regardant de près le parcours de Morin et de Duvernay nous pouvons constater à quel point l'homme politique et l'éditeur sont étroitement liés : les activités journalistiques de ces deux rédacteurs, y compris la traduction de nouvelles pour LM, sont imprégnées de leurs idées politiques.

Lorsque Ludger Duvernay achète LM en 1827, Augustin-Norbert Morin (fondateur de ce journal en 1826) demeure à la tête de la rédaction, tandis que Duvernay s'occupe principalement de

¹⁵ Diverses sources ont été employées pour préparer la Figure 2, parmi lesquelles le site web du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (<http://arts.uottawa.ca/crcf/fonds/P92>) ; Falardeau (2003) ; Galarnau (2003) ; Laurence (2003) ; Lebel (1982, 2003) et Paradis (2003).

l'impression du journal et des tâches administratives (Lebel, 1982). Morin, qui promet de rester en poste en tant que rédacteur de LM pendant six mois, reste plus longtemps que prévu, soit jusqu'en 1832 (Lebel, 2003). Cependant, après avoir été élu député de la circonscription de Bellechasse à la Chambre d'assemblée du Bas-Canada en 1830, la politique devient sa priorité, ce pour quoi il consacre ensuite moins de temps au journal. Dès lors, il mène une vie politique très active : député de Bellechasse, de Nicolet et de Terrebonne ; président de la Chambre d'assemblée (1847-1848) ; juge à la Cour supérieure (1855), entre autres. Son rôle dans le panorama politique canadien est loin d'être secondaire. En outre, il est l'un des rédacteurs des Quatre-vingt-douze Résolutions (1834), joue un rôle actif dans la Rébellion (1837-1838) et participe à la rédaction du Code civil du Bas-Canada (entré en vigueur en 1866).

Pour sa part, Ludger Duvernay est imprimeur, éditeur, fonctionnaire et journaliste. Après avoir travaillé pendant deux ans comme jeune apprenti au périodique *Canadian Spectator*, il ouvre en 1817 sa propre imprimerie à Trois-Rivières et lance la *Gazette des Trois-Rivières*, premier journal bas-canadien hors des villes de Québec et de Montréal (Lebel, 2003). Le prospectus bilingue (publié en anglais et en français) témoigne de l'importance que Duvernay accorde à la presse : « On ne sauroit trop multiplier ces moyens d'instructions publiques qui ne peuvent que contribuer beaucoup à répandre de plus-en-plus les lumières [sic] et les connoissances ». (*Gazette des Trois-Rivières*, 25/06/1817, p. 1) Duvernay est bien conscient du rôle de la presse dans l'opinion publique. Il commente, par exemple, que la presse est « [d]estiné[e] à éclairer, [et] quelques fois à diriger l'opinion publique [...] ». (p. 1) Duvernay a bien raison car l'impact des journaux de l'époque est loin d'être négligeable. Bien que le nombre d'abonnés soit limité, la presse de l'époque est lue et commentée partout (Felteau, 1983). Parmi ses abonnés, on trouve des seigneurs, des curés, des médecins, des avocats, des notaires, des maîtres d'écoles, des artistes, quelques artisans et des marchands (Felteau, 1983).

Après plusieurs tentatives échouées comme imprimeur à Trois-Rivières (la *Gazette des Trois-Rivières* cesse en 1821 ; *l'Ami de la religion et du roi* est publié de juin à septembre 1820 ; *Le Constitutionnel*, de mars 1823 jusqu'à l'automne 1824 ; *L'Argus*, publié pendant 3 mois en 1826), Duvernay revient à Montréal en décembre 1826 (Lebel, 1982). Il devient alors l'imprimeur du *Canadian Spectator* et fait l'acquisition de LM. Tout au long de sa vie, Duvernay occupe des postes dans la fonction publique : gérant de la voirie et inspecteur des ponts et chemins de Trois-Rivières, inspecteur du service des incendies, et député de la circonscription de Lachenaie. Son rôle dans la scène canadienne est très significatif. Ce patriote dévoué s'est distingué comme « [l]'une des figures de proue du journalisme et de l'imprimerie dans le Bas-Canada durant la première moitié du XIX^e siècle » (Lebel, 2003).

En somme, politique et presse sont étroitement liées dans le contexte du Bas-Canada. Outre leurs activités journalistiques, les rédacteurs de LM occupent des postes dans la fonction publique. D'ailleurs, tous ces rédacteurs jouent un rôle important sur la scène canadienne du XIX^e siècle dans la mesure où ils sont à la tête de LM, l'un des journaux francophones les plus importants de l'époque (Lebel, 2003).

5. La traduction et le « dialogue » entre journaux

Depuis le début de LM, le rédacteur puise les nouvelles des périodiques publiés en langue étrangère (principalement en anglais) ou à l'étranger (provenant majoritairement des colonies britanniques d'Amérique du Nord et du Royaume-Uni). L'une des premières mentions explicites de la traduction est faite très tôt, soit dès novembre 1826, lorsque le rédacteur publie une nouvelle liée à Simon Bolívar et à la Bolivie. Il précise alors qu'il s'agit d'une traduction : « Traduit de *l'Enquirer* de Richmond » (LM, 20/11/1826, p. 2).

Même si les nouvelles traduites publiées dans LM sont principalement politiques, il est possible de repérer de temps à autre des nouvelles liées à des sujets divers. Quelques traductions littéraires courtes, certaines nouvelles scientifiques et des faits divers font aussi partie des textes traduits dans LM¹⁶.

Les nouvelles de nature politique, pour leur part, remplissent les pages de LM. La majorité des périodiques anglophones défendent les politiques du gouverneur et l'ordre colonial (parmi lesquels le *Daily Mercury* et le *Montreal Herald*), tandis que des périodiques francophones (*Le Canadien* et *La Minerve*, par exemple), ainsi que quelques périodiques anglophones (principalement le *Canadian Spectator*) se portent à la défense des Canadiens français (Godin, 1981). Des journaux comme *Le Canadien*, *La Minerve* et le *Canadian Spectator* « véhiculent l'idéal démocratique du parti des Patriotes. Ils se heurtent rapidement à la presse anglophone et au pouvoir britannique » (p. 15). Ces périodiques soutiennent la bataille des députés francophones de l'Assemblée en ce qui a trait, entre autres, au contrôle des fonds publics.

Les affaires politiques du Canada enflamment les esprits des éditeurs de la presse de l'époque. Lorsque leurs points de vue diffèrent, les éditeurs s'accusent et se critiquent entre eux et discréditent l'information publiée par leurs adversaires, employant ainsi une stratégie de *dé légitimation* des adversaires (sur la *légitimation*, voir Chilton & Schäffner, 2011). Ces querelles entre journaux deviennent manifestes dans les pages de *La Minerve*. En effet, le rédacteur de LM se dispute sans cesse avec les périodiques de l'Administration coloniale (notamment la *Gazette de Québec*, le *Quebec Mercury* et la *Montreal Gazette*). Duvernay les décrit comme des « feuilles anti-canadiennes » (LM, 15/10/1827, p. 3) dans la mesure où ces périodiques ne cherchent pas à soutenir les intérêts des Canadiens français, mais ceux de l'Administration coloniale. La traduction dans LM d'une nouvelle du *Canadian Spectator* (s/d) dans laquelle on fait référence à un discours de Louis-Joseph Papineau en constitue un bon exemple. Dans cette nouvelle, la *Gazette Officielle de Montréal* y est décrite comme une « Gazette mensongère », incorrigible et imprudente (LM, 16/08/1827, p. 4). Dans un autre article traduit du *Canadian Spectator* (s/d), le rédacteur de LM dénonce que les journaux officiels donnent « à entendre qu'il y avoit de la désaffection et des menées traitressés [sic] dans la province [le Bas-Canada] », et que les habitants de celle-ci sont « les *ennemis de cœur* du gouvernement, qui trament des *menées ténébreuses*, et cherchent à pervertir l'ordre » (LM, 21/06/1827, p. 3, italiques dans l'original).

En outre, dans son journal, le rédacteur de LM cite avec enthousiasme des périodiques partageant son point de vue, ce qui a pour objectif de *légitimer* ses propos (Chilton & Schäffner, 2011). Les articles traduits à partir du *Canadian Spectator* sont également présentés très positivement, probablement dû au fait que le *Canadian Spectator*, imprimé dans les mêmes ateliers que LM par Lugder Duvernay, est aussi porte-parole des Patriotes. Voici deux exemples de LM, citant le *Canadian Spectator* :

Nous croyons néanmoins devoir traduire du *Canadian Spectator*, le passage suivant qui nous paraît digne d'une attention particulière. (LM, 17/09/1827, p. 3)

Nous avons traduit du *Canadian Spectator* le passage suivant dont nous recommandons très particulièrement la lecture. (LM, 19/11/1827, p. 3)

D'autres périodiques sont également traduits et loués par LM. Par exemple, dans une note initiale, l'éditeur de LM estime que les remarques du *Colonial Advocate* du Haut-Canada « sont très judicieuses et méritent l'attention de nos lecteurs » (LM, 27/08/1827, p. 4).

¹⁶ Nous abordons le panorama de l'activité traductionnelle (pays et langue d'origine des textes sources, contenu des nouvelles traduites, entre autres) aux débuts de *La Minerve* dans un article à venir (Navarro, sous presse).

Les périodiques canadiens du début du XIX^e siècle se citent entre eux, soit pour *légitimer* leur propre point de vue et appuyer une cause politique qui leur est chère, soit pour *dé légitimer* l'opposant politique. Ce « dialogue » entre journaux est un phénomène très commun à l'époque¹⁷. Les exemples de la section suivante, tirés de LM, mettent en évidence cette dynamique d'échange menée par les périodiques canadiens, en même temps qu'ils laissent entrevoir la querelle entre anglophones et francophones au début du XIX^e siècle. Il est important de souligner que, dans LM, ce « dialogue » entre journaux se fait en grande partie par l'intermédiaire de la traduction. D'ailleurs, des stratégies de *légitimation* et de *dé légitimation* sont souvent employées par les éditeurs de l'époque.

6. La querelle entre l'administration coloniale et la Chambre d'assemblée du Bas-Canada

Lors de la session du 7 mars 1827 de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada (majoritairement francophone), la querelle entre l'Administration coloniale et Chambre d'assemblée se fait manifester une fois de plus. À cette occasion, le gouverneur Dalhousie décide soudainement de clore la session étant donné l'opposition de l'Assemblée aux subsides pour le service public qu'il propose (LM, 14/05/1827, p. 3). Privés d'examiner le détail du budget proposé par le gouverneur et contraints de l'adopter en bloc, les députés francophones de la Chambre exigent plutôt une réforme leur permettant d'exercer un véritable contrôle sur les dépenses publiques (Gallichan, 2012).

La nouvelle sur la prorogation de la session de l'Assemblée se répand rapidement partout dans les colonies britanniques et en Angleterre. Quelques périodiques canadiens et étrangers, parmi lesquels le *John Bull* de Londres et l'*Advertiser Greenock*, accusent le Bas-Canada de mener une révolution et de montrer une attitude séditeuse envers la mère patrie (LM, 14/05/1827, p. 3). Le rédacteur de LM, pour sa part, dénonce leurs propos comme étant des mensonges et des bruits mal fondés (LM, 03/05/1827, p. 3). Selon LM, bien qu'il y ait « une forte guerre d'opinion entre l'administration et le peuple », le pays est dans « la plus profonde paix » (LM, 03/05/1827, p. 3). D'après l'éditeur de LM, ceci n'est qu'une occasion pour les journaux officiels et pour les autorités gouvernementales de « distiller leur haine contre un pays où ils voudroient dominer, sans égard de la masse de la population » et d'« exciter la haine du peuple [du Bas-Canada] contre ses représentants [à l'Assemblée], en les accablant d'injures [...] ». (LM, 04/06/1827, p. 3) Le rédacteur cherche donc à restituer la « vérité » face à cette *mal-représentation* (Chilton & Schäffner, 2011) du Bas-Canada dans les journaux étrangers.

Dans le but de restituer la « vérité », *La Minerve* (14/05/1827, p. 3) traduit un texte provenant du périodique patriote *Canadian Spectator* (s/d [09/05/1827]), qui commente la nouvelle sur la prorogation de la session de l'Assemblée. À son tour, le *Canadian Spectator* cite deux sources européennes, soit le *John Bull* de Londres (08/04/1827) et le journal écossais *Greenock Advertiser* (10/04/1827) :

We regret to state that intelligence of an unpleasant nature has been received from Canada. The House of Assembly had been suddenly prorogued on the 8th ultimo, by

¹⁷ Ce dialogue n'est pas à sens unique. À titre d'exemple, il suffit de regarder les pages de la *Quebec Gazette* du 14/01/1830 (parmi les journaux canadiens cités, on retrouve *Montreal Gazette*, *Halifax Gazette*, *The Star et le [Quebec] Mercury*), *The Canadian Freeman* du 11/10/1827 (parmi les sources, on identifie : *Upper Canada Herald*, *Quebec Gazette* et *The Gore Gazette and Ancaster*) ou, encore, le *Canadian Spectator* du 19/10/1822, qui présente de manière explicite un texte traduit du périodique *Le Canadien*. En lisant ces périodiques, il est facile de constater à quel point les journaux de l'époque se citent entre eux, tant comme source d'information que comme source de légitimation/dé légitimation. Ce sujet, fort intéressant, dépasse les limites de cet article. Cependant, il mérite d'être approfondi dans de futurs travaux.

the Earl of Dalhousie, in consequence of having manifest a very unjustifiable opposition to the measure of Government, and withheld the necessary supplies for the public service. Several very usefull [sic] Bills which were in progress would fall to the ground, in consequence of the measure which his Excellency the Governor in Chief had found it absolutely necessary to resort to, occasioned by the violent Resolutions passed by the House of Assembly.- Greenock Adv. April 10.

The John Bull of the 8th says, that “advices have been received from Lower Canada which represent that settlement to be in a state of great ferment, and insubordination—indeed such was the conduct of the House of Assembly, that Lord Dalhousie thought it expedient to close the sessions, and dismiss the members with a speech couched in the strongest and plainest language—circumstances appea [sic] indeed to have rendered such a measure absolutely necessary.” (*Canadian Spectator*, 09/05/1827, p. 3, nous soulignons)

Selon ces deux sources européennes, qui soutiennent les politiques de l'administration coloniale et se montrent très critiques à l'égard des députés francophones de l'Assemblée, la décision de Lord Dalhousie de clore la session de l'Assemblée est « absolutely necessary », tandis que l'opposition des députés francophones semble être « unjustifiable ». La traduction du texte provenant du *Canadian Spectator* permet au rédacteur de LM de *légitimer* sa cause en faveur des Canadiens français. Après avoir démenti les propos de deux périodiques européens qui accusent le Bas-Canada d'insubordination – *délégitimant* ainsi ses adversaires (Chilton & Schäffner, 2011) –, le *Canadian Spectator* fait un appel à l'action du peuple : il faut se réunir dans les paroisses et adopter des résolutions. Le rédacteur du texte source, qui voit cette situation comme « a glorious opportunity [...] for closing the vexation of the country », parle aux lecteurs dans les termes suivants : « Canadians ! meet . meet ! lose not a moment [sic]. Petition ; resolve ; time is passing ; and perhaps in your generation there will never again be such a favorable juncture » (*Canadian Spectator*, 09/05/1827, p. 3).

La traduction dans LM, qui est assez littérale, sert très bien les objectifs du journal patriote montréalais : dénoncer, d'une part, les calomnies concernant une « fausse » révolution dans le Bas-Canada et, d'autre part, lancer un appel au peuple canadien francophone pour qu'il agisse et défende ses droits. La traduction devient donc un instrument de défense.

Toujours dans le contexte de la prorogation de la session de l'Assemblée, le rédacteur de LM publie une autre traduction qui montre que le mécontentement en lien avec le contrôle des fonds publics n'est pas exclusif de la province du Bas-Canada, mais que le sentiment est répandu dans les autres provinces du Canada.

En juin 1827, une nouvelle traduite dans LM (18/06/1827, p. 3) témoigne de la tension politique vécue dans la Colonie, ainsi que des échanges virulents entre périodiques. Dans une note initiale ajoutée par le rédacteur de LM, le texte s'annonce explicitement comme une traduction tirée de l'*Acadian Recorder*, un périodique de langue anglaise de tendance modérée imprimé à Halifax : « Nous avons traduit pour ce numéro un morceau sur les affaires de ce pays [...] ». (LM, 18/06/1827, p. 3) La nouvelle publiée dans l'*Acadian Recorder* (19/05/1827) est en fait une lettre écrite par un auteur anonyme qui signe « UN OBSERVATEUR », en réponse à une autre lettre anonyme adressée à MR. PAPINEAU par un Nova-Scotian. Cette dernière, publiée auparavant dans l'*Acadian Recorder*, est très critique à l'égard de Papineau, tandis que la lettre signée par l'OBSERVATEUR se porte en quelque sorte à la défense de Papineau.

Dans la longue lettre signée par l'OBSERVATEUR, l'auteur anonyme fait référence aux « extraordinary circumstances under which the parliament of Lower Canada have been lately prorogued » (*Canadian Spectator*, 16/06/1827, p. 2), en ajoutant que le Bas-Canada est une colonie importante. Sur un ton plutôt prudent, l'OBSERVATEUR commente : « it is extremely

difficult, if not impossible, to form that judgement of the personal characters and motives of public men of Quebec and Montreal [...] and to impute to them the designs of a factious and unconstitutional tendency ». (p. 2) Plus loin dans la lettre, l'auteur décrit Papineau dans les termes suivants : « Mr. Papineau is distinguished for intellect of a very high order, and his speeches are most remarkable of acumen, research and talent ». (p. 2)

L'éditeur de LM, pour sa part, traduit ce texte non pas à partir de la source originale, l'*Acadian Recorder*, mais à partir du *Canadian Spectator*. L'éditeur du *Canadian Spectator* (16/06/1827) accompagne le texte de l'*Acadian Recorder* d'une réflexion de sa plume. LM publie tant la réflexion du *Canadian Spectator* que la lettre de l'OBSERVATEUR. Cet exemple fait bien état de la dynamique de la presse de l'époque, qui se sert d'autres périodiques comme source principale d'information, établissant ainsi une forme de réseau entre eux.

La lettre de l'OBSERVATEUR est un texte très long, publié en entier dans le *Canadian Spectator*. Dans LM, il s'agit d'une traduction partielle de la lettre dans la mesure où plusieurs passages sont supprimés. L'éditeur de LM décide plutôt de résumer entre parenthèses les propos du texte source en employant le discours rapporté, tel qu'observé dans l'exemple suivant : « (Ici l'écrivain exprime l'opinion [...]) » (LM, 18/06/1827, p. 3).

Dans les réflexions du *Canadian Spectator* qui accompagnent la lettre de l'OBSERVATEUR, l'éditeur commente ce qui suit :

Our readers will find two communications [...] that the cause of this Province is not without advocates—and able judicious advocates in those Provinces. The Nova Scotian has done our cause great service. He has called the public attention to our constitutional struggles; and the people of our sister Colony will now make themselves acquainted with facts. It is admitted by writers on the same side that there is “a common ground of discontent” prevailing thro'all [sic] the Colonies—namely a discontent “at the appropriation by any other authority that that of the local legislature, of any taxes levied and collected in the Province” (*Canadian Spectator*, 16/06/1827, p. 4).

Sans surprise, *La Minerve* reprend tels quels les propos du *Canadian Spectator*, qui défend lui aussi « la cause de cette Province [le Bas-Canada] » (LM, 18/06/1827, p. 3). En plus d'avoir attiré l'attention des colonies voisines, où il y aurait des défenseurs de la « cause », le texte souligne le fait qu'il y a « un fonds commun de mécontentement » dans les autres colonies britanniques en Amérique du Nord. En traduisant ce texte, le rédacteur de LM fait valoir sa position et celle des députés francophones concernant les taxes perçues dans la Province, soit que les taxes devraient être gérées par la législature locale. La traduction est donc employée par l'éditeur comme une forme de *légitimation* (Chilton & Schäffner, 2011), dans la mesure où elle permet de critiquer les politiques coloniales et de montrer que les autres colonies pourraient bien être en accord avec les idées soutenues par LM.

7. Conclusion

Le début du XIX^e siècle canadien est une période charnière au cours de laquelle les affrontements vont « secouer l'organisation coloniale britannique du Canada », menant quelques années plus tard au soulèvement des Patriotes de 1837 (Gallichan, 2012, p. 95). Plusieurs historiens des médias ont abordé cette période ainsi que les rapports de pouvoir entre francophones et anglophones. Tout au long de cet article, nous avons cité les travaux de plusieurs auteurs, notamment ceux de Couvrette (2007), Felteau (1983), Gallichan (2012), Godin (1981) et Pinson (2016).

Depuis une perspective traductologique, l'étude de la presse ancienne canadienne s'avère un outil important permettant de mieux comprendre la dynamique politique et sociale ayant

caractérisé cet important moment historique. En effet, par l'étude des documents historiques – notamment, la presse ancienne – nous, les historiens de la traduction, pouvons « contribuer à une révision de l'historiographie de certains événements, de la même façon que nous pouvons aussi contribuer à confirmer des hypothèses avancées par l'histoire » (Payàs, 2006, p. 36).

L'étude de la traduction dans la presse canadienne du début du XIX^e siècle permet d'observer le « rapport d'inégalité politique » (Simon, 1989, p. 19) existant entre le Canada anglais et le Canada français. Dans le contexte du Bas-Canada, la traduction dans LM participe dans la lutte des députés de la Chambre d'assemblée, qui exigent d'exercer un véritable contrôle sur les dépenses publiques de la Province. Il s'agit alors d'une « traduction activiste » (Simon, 2014), façonnée et motivée par un but explicite et servant un agenda préalablement établi.

Duvernay affirme soutenir « la cause du Pays » et éclairer l'esprit du lecteur par le biais de son périodique (LM, 17/11/1828, p. 3). L'importance de la presse pour Duvernay est sans équivoque – il s'agit d'un réel moyen d'instruction publique. La traduction dans LM devient donc un outil non seulement pour éduquer et pour informer ses lecteurs, mais également un instrument de résistance et de défense du peuple canadien francophone (Simon, 1994).

En outre, étudier la traduction dans la presse bas-canadienne permet de déceler le rapport existant entre journaux, qui établissent une forme de réseau cherchant soit à *légitimer* leur point de vue, soit à *dé légitimer* l'adversaire. La presse, tribune pour le débat politique par excellence, devient en quelque sorte une extension de la vie politique du pays et de la province. Ce qui est particulièrement intéressant, c'est que ce « dialogue » entre journaux se fait en partie par le biais de la traduction.

Bref, ces exemples tirés de *La Minerve* illustrent à quel point la traduction peut constituer un outil puissant lorsqu'elle est entre les mains d'acteurs politiques influents.

8. Références

8.1. Sources primaires

- Acadian Recorder (1813-1930). Printed and Published by Anthony H. Holland.
 Canadian Spectator (1822-1829). Waller, Jocelyn (dir.). Imprimerie de Ludger Duvernay.
 John Bull Magazine (1820-1892). Printed by Theodore Hook.
 La Minerve (1826-1899). Imprimerie de Ludger Duvernay.
 The Greenock Advertiser (1802-1884). Printed by J. Chalmers & Co.

8.2. Références bibliographiques

- Baumgarten, S. & Gagnon, C. (2016). Political discourse analysis in a multilingual world. In S. Baumgarten & C. Gagnon (dir.), *Translating the European house. Discourse, ideology and politics – Selected papers by Christina Schäffner* (pp. 1-29). Cambridge Scholars Publishing.
- Bassnett, S. & Lefevere, A. (dir.) (1990). *Translation, history and culture*. Pinter Publishers.
- Bastin, G., Echeverri, Á. & Campo, Á. (2004). La traducción en América Latina: Propia y apropiada. *Estudios. Revista de Investigaciones Literarias y Culturales*, 24, 69-94.
- Bastin, G. L. & Navarro, A. (2014). Interdisciplinariedad en el estudio de la traducción en la prensa independentista venezolana. In C. Poupene Hart, A. Navarro & G. L. Bastin (dir.), *Ilustrar la nación: la prensa tekmpрана en el mundo atlántico* (pp. 177-218). Le Manuscrit.
- Bastin, G. L., Navarro, A. & Iturriza, M. (2010). La prensa independentista venezolana (1808-1822) desde la traducción. In L. Gastón & J. L. Urbina (dir.), *De Independencias y Revoluciones. Los avatares de la modernidad en América Latina* (pp. 193-213). LOM/Université d'Ottawa.
- Bouthillier, G. & Meynaud, J. (1972). *Le choc des langues au Québec, 1760-1970*. Les presses de l'Université de Québec.
- Cambron, M. (2000). Les récits du Canadien : politique, fiction et nation. *Tangence*, 63, 109-134.
- Chilton, P. & Schäffner, C. (2011). Discourse and politics. In T. van Dijk (dir.), *Discourse studies. A multidisciplinary introduction* (2nd ed.) (pp. 303-330). Sage.

- Couvrette, S. (2007). Presse écrite au Québec, 1^{ère} partie (XVIII^e–XIX^e siècles). In *Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française*. Consulté le 7 mai 2020, [www.ameriquefrancaise.org/fr/article-698/Presse_%25C3%25A9crite_au_Qu%25C3%25A9bec,_1%25C3%25A8re_partie_\(XVIIIe-XIXe_si%25C3%25A8cles\).html](http://www.ameriquefrancaise.org/fr/article-698/Presse_%25C3%25A9crite_au_Qu%25C3%25A9bec,_1%25C3%25A8re_partie_(XVIIIe-XIXe_si%25C3%25A8cles).html)
- Demers, G. (1993). La traduction journalistique au Québec (1764-1855). *TTR*, 6(1), 131-147.
- Falardeau, J.-C. (2003). Gérin-Lajoie, Antoine. In *Dictionnaire biographique du Canada*, 11. Consulté le 7 mai 2020, www.biographi.ca/fr/bio/gerin_lajoie_antoine_11F.html
- Felteau, C. (1983). *Le livre du peuple : 1884-1916*. La Presse.
- Gagnon, C. & Pomerleau, M. (à venir). Le rapport à l'autre anglo-saxon à la Chambre des communes du Canada. *TTR : traduction, terminologie, rédaction*.
- Galarneau, C. (2003). Leblanc de Marconnay, Hyacinthe-Poirier. In *Dictionnaire biographique du Canada*, 11. Consulté le 7 mai 2020, www.biographi.ca/fr/bio/leblanc_de_marconnay_hyacinthe_poirier_9F.html
- Gallichan, G. (2010). La « bibliothèque » du journal *Le Canadien* (1806-1810). *Documentation et bibliothèques*, 56(2), 63-75.
- Gallichan, G. (2012). La crise parlementaire de 1827 au Bas-Canada. *Les Cahiers des dix*, 66, 95-166. www.erudit.org/fr/revues/cdd/2012-n66-cdd0527/1015073ar/
- Godin, P. (1981). *La lutte pour l'information : Histoire de la presse écrite au Québec*. Le Jour.
- Hermans, T. (1985). *The manipulation of literature: Studies in literary translation*. St. Martin's Press.
- Hermans, T. (1999). *Translation in systems. Descriptive and system-oriented approaches explained*. St. Jerome.
- Kesterton, W. H. (1967). *A history of journalism in Canada*. McClelland and Stewart.
- Lamonde, Y. (2000). *Histoire sociale des idées au Québec, 1760-1896*. Fides.
- Laurence, G. (2003). Gosselin, Léon. In *Dictionnaire biographique du Canada*, 11. Consulté le 7 mai 2020, www.biographi.ca/fr/bio/gosselin_leon_7F.html
- Lebel, J.-M. (1982). *Ludger Duvernay et La Minerve. Étude d'une entreprise montréalaise de la première moitié du XIX^e siècle* (Mémoire de maîtrise non publiée). Université Laval, Québec.
- Lebel, J.-M. (2003). Duvernay, Ludger. In *Dictionnaire biographique du Canada*, 11. Consulté le 7 mai 2020, www.biographi.ca/fr/bio/duvernay_ludger_8F.html
- Lépinette, B. (2003). Traduction et histoire. *Historia de la traducción. Quaderns de Filologia. Estudis Lingüístics*, VIII, 69-91.
- López Alcalá, S. (2001). *La historia, la traducción y el control del pasado*. Publicaciones de la Universidad Pontificia de Comillas.
- Monet, J. (2006). L'Acte d'Union. In *L'Encyclopédie canadienne*. Consulté le 5 août 2020, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lacte-dunion
- Morin, S. (2006). *La traduction dans la presse québécoise de 1764-1840 : stratagème d'anglicisation des Canadiens français par les autorités britanniques* (Mémoire de maîtrise non publiée). Université de Concordia, Montréal.
- Navarro, A. (2011). La *Gaceta de Caracas*, traduction et indépendance au XIX^e siècle. *Meta*, 56(1), 81-100.
- Navarro, A. (2013). *Gaceta de Caracas*. In F. Lafarga & L. Pegenaute (dir.), *Diccionario histórico de la traducción en Hispanoamérica* (pp. 197-199). Iberoamericana/Verveur.
- Navarro, A. (2018). *Traducción y prensa temprana. El proceso emancipador en la Gaceta de Caracas (1808-1822)*. Vertere. Monográficos de la Revista Hermēneus.
- Navarro, A. (sous presse). La traduction comme instrument de défense des Canadiens francophones. *Meta*, 65(2).
- Ouellet, F. (2006). Bas-Canada. In *L'Encyclopédie canadienne*. Consulté le 5 août 2020, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/lower-canada.
- Paradis, J.-M. (2003). Morin, Augustin-Norbert. In *Dictionnaire biographique du Canada*, 11. Consulté le 7 mai 2020, www.biographi.ca/fr/bio/morin_augustin_norbert_9F.html.
- Payàs, G. (2006). Lorsque l'histoire de la traduction sert à réviser l'histoire. *TTR : traduction, terminologie, rédaction*, 19(2), 15-36.
- Pinson, G. (2016). *La culture médiatique francophone en Europe et en Amérique du Nord. De 1760 à la veille de la Seconde Guerre mondiale*. Les Presses de l'Université Laval.
- Pomerleau, M. (2017). Que sont les 'fonctions stratégiques' en analyse du discours ? *Observatoire du discours financier en traduction*. Consulté le 7 mai 2020, <http://odft.nt2.ca/blogue/que-sont-les-fonctions-strat%C3%A9giques-en-analyse-du-discours>.
- Roy, F. (2006). Patriotes. In *L'Encyclopédie canadienne*. Consulté le 5 août 2020, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/patriotes
- Simon, S. (1989). *L'inscription sociale de la traduction au Québec*. Gouvernement du Québec/Office de la langue française.
- Simon, S. (1994). *Le Trafic des langues. Traduction et culture dans la littérature québécoise*. Boréal.

- Simon, S. (2014). October 2006: Territoires et trajectoires is launched in Montreal and “Cultural Race Politics” are introduced to Quebec. In K. Mezei, S. Simon & L. von Flotow (dir.), *Translation effects. The shaping of modern Canadian culture* (pp. 50-61). McGill-Queen’s University Press.
- Stockford Careless, J.M. (2006). Province du Canada, 1841-67. In *L’Encyclopedie canadienne*. Consulté le 5 août 2020, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/province-of-canada-1841-67.
- Toury, G. (1985). A rationale for descriptive translation studies. In T. Hermans (dir.), *The manipulation of literature: Studies in literary translation* (pp. 16-41). St. Martin’s Press.
- Toury, G. (1995). *Descriptive translation studies and beyond*. John Benjamins.
- Tymoczko, M. (2007). *Enlarging translation, empowering translators*. St. Jerome.
-



Aura E. Navarro

Université Concordia
1455 Boulevard de Maisonneuve O,
Montréal, Québec H3G 1M8
Canada

auranavarro@gmail.com

Biographie : Aura Navarro est titulaire d’un doctorat en traduction par l’Université de Montréal. Elle a également fait un stage postdoctoral à l’Université Concordia, sous la direction de la professeure Sherry Simon. Elle s’intéresse à la traduction dans la presse ancienne et à l’histoire de la traduction. La monographie tirée de sa thèse doctorale est parue aux Presses de l’Université Valladolid en novembre 2018. Ses travaux ont été publiés dans des revues spécialisées (Target, META, Ikalá, Studia Romanica Posnaniensia, HISAL, entre autres), ainsi que dans des ouvrages collectifs. Elle enseigne à l’UQTR (Université du Québec à Montréal) et est membre du groupe de recherche HISTAL (Histoire de la traduction en Amérique latine) de l’Université de Montréal depuis 2007.



This work is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License.